



Sur France 2, nouvelle invitation à Marine Le Pen : L'aveu de Pujadas...

Marine Le Pen sera donc l'invitée principale de l'émission politique de France 2, *Des paroles et des actes*, le 22 octobre prochain. La cinquième fois en moins de cinq ans ce qui fait d'elle la responsable politique la plus souvent conviée dans l'émission.

Apostrophé par *L'Obs*, David Pujadas a été contraint de faire un certain nombre d'aveux :

- si le présentateur admet une « statistique avantageuse » pour la présidente du FN il avance « que ce parti n'a qu'un leader à l'envergure suffisante pour le représenter dans une telle émission ». Et que le temps de parole du FN reste dans les limites imposées par le CSA ;
- pour justifier le choix du débatteur qui sera opposé à l'égérie de tous les extrémismes, il reconnaît que l'organisation d'un face-à-face est une « autre affaire » et que Mme Le Pen a le droit de le choisir.

De qui se moque David Pujadas ? Sait-il qu'il est encore sur une chaîne de service public ? Ses réponses à *L'Obs* ont l'avantage de faire tomber les masques. Rappelons en préambule que Marine Le Pen avait refusé de débattre dans l'émission *Des paroles et des actes* avec Martin Schulz en avril 2014 et avec Jean-Luc Mélenchon quelques mois plus tôt.

David Pujadas reconnaît en creux que, au FN, seule Marine Le Pen fera monter l'Audimat de son émission. Quel aveu indigne pour un journaliste exerçant sur le service public !

David Pujadas admet ensuite que Mme Le Pen a le droit de choisir ses opposants pour le face-à-face de l'émission. Ainsi, il piétine l'indépendance rédactionnelle, revendication majeure de toutes les rédactions aujourd'hui. Voilà au moins un aveu qui remplira d'aise le censeur en chef Vincent Bolloré qui, de son côté, a décidé d'imposer ses choix et ses interdictions à la rédaction de Canal Plus.

Mais, au fond, David Pujadas doit satisfaire ceux qui brandissent la crainte de voir le Front national remporter de nouveaux succès électoraux en guise de seul programme pour 2017, et tentent de faire accepter les politiques d'austérité et de régressions sociales.

Le SNJ-CGT condamne cette nouvelle tribune offerte à la présidente du FN au mépris du pluralisme plutôt que d'informer complètement les citoyens, par exemple sur la réalité vécue par les salariés victimes des violences patronales, à Air France et ailleurs.

Il en appelle à la direction de France Télévisions et au CSA pour annuler l'émission. Il est encore temps. Le SNJ-CGT appelle la profession à exiger dans chaque rédaction le respect du pluralisme et une information complète.

Paris le 19/10/2015
SNJ-CGT